

NOTE DE POLITIQUE

Priorités de recherche sur l'égalité de genre, le changement climatique et l'agriculture dans la région MENA : note de politique

Bipasha Baruah¹ et Dina Najjar².

¹ Professeure et présidente des Recherches au Canada sur les thèmes mondiaux liés aux femmes, Département des études sur les femmes et des recherches féministes, Université Western Ontario, London, Canada

² Spécialiste en égalité des genres du Groupe de recherche politique, économique et sociale, Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), Rabat, Maroc

ICARDA a mené cette recherche dans le cadre de la plateforme GENDER (Generating Evidence and New Directions for Equitable Results, en français : Produire des données probantes et concevoir de nouvelles directions en vue de résultats équitables) et de l'initiative du CGIAR De la fragilité à la résilience en Asie centrale et occidentale et en Afrique du Nord. Nous aimerions remercier tous les bailleurs de fonds qui ont soutenu cette recherche par le biais de contributions au Fonds fiduciaire du CGIAR.

Introduction

La région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) est extrêmement vulnérable au changement climatique. C'est également la région du monde où les inégalités des genres sont les plus importantes. C'est la conclusion du Rapport sur les inégalités femmes-hommes dans le monde qui révèle que les progrès de la région vers la parité sont de 60,9 % et qu'« au rythme relatif actuel, [la parité] devrait être atteinte dans 142,4 ans selon les estimations » (Forum économique mondial, 2021 : 26).

L'agriculture dans la région MENA est de plus en plus féminisée, les femmes représentant plus de 50 % de la main-d'œuvre agricole dans certains pays (Abdelali-Martini et de Pryck 2015 ; Najjar et coll. 2018). La réduction des inégalités de genre est un important domaine d'intervention identifié comme nécessitant une intensification pour permettre à la région MENA de s'adapter et de renforcer sa résilience au changement climatique. Étant donné qu'un si grand nombre de femmes constituent la main-d'œuvre agricole de la région par choix

et par nécessité, elles doivent être formées et équipées pour servir d'agents actifs d'atténuation, d'adaptation et de résilience au changement climatique.

Il est important de ne pas trop généraliser les besoins et les expériences des femmes des divers contextes géographiques, écologiques, culturels, socioéconomiques, politiques et institutionnels constituant la région MENA. Cependant, les recherches existantes sur le genre et le changement climatique dans la région nous permettent de commenter en toute assurance ce que nous savons ou pas sur les opportunités et les défis liés à l'expérience des femmes dans l'agriculture, sur les effets et les résultats du changement climatique sur l'agriculture en fonction du genre, et le rôle des femmes aujourd'hui et demain dans l'adaptation et le renforcement de la résilience aux effets





du climat. Grâce à ces recherches scientifiques, nous identifions également dans cette note politique des lacunes en matière de données probantes et de connaissances, et faisons des recommandations pratiques concernant de futures recherches et politiques publiques.

Ce que nous savons

- Malgré leurs contributions croissantes à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans la région MENA, les femmes demeurent presque invisibles dans les statistiques officielles du travail et dans l'élaboration des politiques.
- Les hommes ont plus largement accès à la migration comme stratégie d'adaptation lors de la diminution de revenus agricoles. Les femmes augmentent souvent leurs contributions à l'agriculture pour compenser l'exode des hommes, mais sans obtenir de gains financiers ou de pouvoir de décision proportionnels.
- Les femmes demeurent extrêmement marginalisées en matière de propriété foncière, et par conséquent dans l'accès au crédit et au capital, à la formation, à la technologie et aux autres intrants de l'agriculture.
- Les données probantes sur l'inégalité des salaires fondée sur le genre et sur le harcèlement sexuel dans le travail salarié agricole sont abondantes.
- Les femmes ont moins d'opportunités que les hommes de s'organiser, de se mobiliser et de former des coopératives agricoles.

Ce que nous ne savons pas

- Il est bien connu que les contributions des femmes de la région MENA à l'agriculture sont sous-estimées ou rendues invisibles à cause des lois patriarcales et des normes sociales régressives. Comment permettre au mieux aux femmes d'obtenir la reconnaissance à la fois juridique et sociale en tant qu'agricultrices, et de plaider pour la réforme des pratiques successorales favorisant les hommes et pour l'égalité de genre dans la propriété foncière est moins bien connu.

- Les pratiques successorales privilégiant encore très largement les hommes (souvent avec la complicité des femmes), il est également important de se demander si les actifs autres que fonciers (maisons, bétail, bijoux, épargne et investissements, par exemple) peuvent également permettre aux agricultrices de renforcer leur sécurité économique et leur résilience au changement climatique. Il existe très peu de recherches sur les actifs non fonciers des femmes de la région MENA.
- Comment permettre aux femmes d'avoir accès aux formations sur l'irrigation et à d'autres compétences jugées « masculines » ou culturellement inappropriées.
- Comment promouvoir l'adoption d'une agriculture et d'une culture des terres de parcours « vertes » et résistantes au climat.
- Comment mécaniser le secteur agricole de manière responsable en formant ceux qui en subissent les conséquences à d'autres compétences.
- Comment autonomiser les métayers qui peuvent facilement être exploités par les propriétaires fonciers.
- Comment créer et optimiser des moyens de subsistance complémentaires à l'agriculture.
- Comment optimiser la prestation de services et d'informations de vulgarisation, que ce soit en personne ou en ligne.
- Comment réduire les risques climatiques pour les agriculteurs, en prêtant particulièrement attention à l'égalité de genre, par le biais d'instruments tels que l'assurance récoltes et les obligations vertes.
- Comment soutenir les réfugiés de la région qui travaillent (ou souhaitent travailler) dans l'agriculture.
- Il existe très peu de recherches portant sur l'optimisation de la participation des jeunes de la région MENA dans l'agriculture, malgré les données probantes suggérant qu'ils délaissent sans cesse plus le secteur agricole comme stratégie de subsistance.
- Il n'existe aucune recherche sur la façon d'adapter et d'appliquer au secteur agricole de la région MENA les leçons politiques sur la sécurité des moyens de subsistance et la protection sociale apprises lors de la pandémie de COVID.



Recommandations pour de futures recherches

Voici des recommandations actionnables sommaires visant spécifiquement à faire progresser l'égalité de genre dans l'adaptation et la résilience climatique de l'agriculture dans la région MENA :

- Afin de permettre la reconnaissance juridique de la contribution des femmes au secteur agricole, nous recommandons la collecte et l'analyse dans différents pays et contextes de la région de données ventilées par genre sur la participation formelle et informelle (y compris le travail à domicile) des femmes dans l'agriculture.
- Afin de permettre la reconnaissance sociale de la contribution des femmes à l'agriculture, nous recommandons des campagnes de sensibilisation publique visant à valider et à rendre visibles les contributions des femmes à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans les pays de la région.
- Afin de promouvoir l'égalité de genre dans la propriété foncière, nous encourageons la réforme des pratiques de succession, de délivrance et de distribution des titres de propriété qui privilégient les hommes. La délivrance conjointe de titres au nom des hommes et femmes chefs de ménages accorderait par exemple à un grand nombre de femmes de ces pays une revendication foncière et une source de garantie pour obtenir des crédits ou autres services bancaires et financiers, et des intrants agricoles.
- Concevoir des politiques publiques qui renforcent les capacités des femmes à acquérir des actifs non fonciers comme sources complémentaires de revenus et de sécurité des moyens de subsistance.
- Appliquer une législation de parité salariale entre les hommes et les femmes dans l'agriculture, ainsi qu'une tolérance zéro envers le harcèlement sexuel.
- Introduire et élargir des programmes de protection sociale (retraites, maternité, revenu minimum et garde d'enfants) pour permettre aux femmes d'optimiser leur travail dans l'agriculture.
- Permettre aux femmes de participer aux coopératives, aux organisations syndicales ou collectives visant à améliorer les salaires et les conditions de travail dans le secteur agricole.
- Effectuer plus de recherches afin de comprendre les expériences des coopératives et des groupements de producteurs existants de la région, ainsi que dans les régions comparables sur le plan culturel telles que l'Asie du Sud dans l'objectif de les répliquer et appliquer à la région MENA.
- Effectuer plus de recherches dans les différents pays et contextes de la région pour comprendre comment permettre aux femmes d'optimiser leur participation aux institutions publiques et à la prise de décision dans l'agriculture.
- Effectuer plus de recherches dans les différents contextes de la région MENA (par exemple, les terres de parcours) sur la façon de maximiser la participation des femmes à l'irrigation. Les recherches limitées existantes en Égypte sur le genre et l'irrigation dans la région montrent que la propriété foncière, la réussite scolaire, la formation et les autres types de soutien institutionnel du gouvernement, des bailleurs de fonds et des ONG, et l'accès à la formation dans les technologies d'irrigation sont des facteurs permettant aux femmes d'adopter des pratiques d'irrigation optimales.
- Un plus grand nombre de recherches sont nécessaires pour identifier des opportunités en matière d'agriculture et de culture des terres de parcours « vertes » et résistantes au climat.
- Afin de permettre aux femmes des communautés pastorales et contribuant à la culture de terres de parcours des pays de la région de s'adapter et de renforcer leur résilience au changement climatique, nous avons besoin de plus de recherches empiriques visant à comprendre leur rôle dans ces communautés, les défis auxquels elles font face et les opportunités qui leur sont offertes.
- Effectuer plus de recherches et identifier les interventions politiques de l'État pour préparer aux changements du travail salarié agricole à cause de la mécanisation et du besoin de formation à d'autres compétences de ceux qui sont touchés par ces changements, en prêtant particulièrement attention à la formation des femmes.
- Effectuer plus de recherches dans des pays et contextes spécifiques de la région MENA pour comprendre comment déployer et préserver au mieux les services de vulgarisation en personne et en ligne.
- Effectuer des recherches visant à comprendre comment réduire les risques de chute de productivité agricole et de récoltes déficitaires pour les agriculteurs par le biais d'instruments, tels que l'assurance récoltes, bétail et actifs, les obligations vertes pour l'agriculture et le paiement de services écosystémiques. Ces projets de recherche doivent prêter particulièrement





attention à garantir l'égalité entre les propriétaires fonciers (principalement des hommes) et les utilisateurs et métayers (parmi lesquels les femmes sont surreprésentées).

- Certaines des populations de réfugiés les plus larges au monde vivent dans la région MENA. La recherche visant à comprendre les défis auxquels les agriculteurs réfugiés de la région sont confrontés est actuellement très limitée, mais urgente. Ces projets de recherche doivent prêter particulièrement attention aux besoins des femmes.
- Afin de mieux comprendre la perception de l'agriculture par les jeunes, un plus grand nombre de recherches sont nécessaires dans différents contextes de la région MENA. Des recherches et des politiques d'intervention s'imposent de toute urgence pour revaloriser la main-d'œuvre agricole et la rendre plus compatible avec les aspirations contemporaines des jeunes.
- Une profonde revalorisation structurelle de l'importance et de la nécessité du secteur agricole dans la région MENA est également nécessaire afin que la main-d'œuvre agricole ne soit plus considérée comme une occupation de dernier recours. Des campagnes de sensibilisation publiques peuvent permettre d'y parvenir.
- Effectuer des recherches permettant de mieux comprendre comment les programmes de sécurité des moyens de subsistance et de protection sociale (par exemple, garantie de revenu minimum, congé de maladie rémunéré) mis en place dans différents pays du monde pendant la pandémie de COVID-19 pourraient être adoptés ou adaptés au profit de la main-d'œuvre agricole dans les pays de la région MENA.
- Renforcer les capacités des institutions locales de recherche, en partenariat avec des ONG et des organisations intergouvernementales, dont CGIAR, afin de créer des solutions fondées sur des données probantes en vue de l'égalité de genre dans l'agriculture et de la résilience climatique.

Références

- Abdelali-Martini, M. et J.D. de Pryck. (2015). Does the feminisation of agricultural labour empower women? Insights from female labour contractors and workers in Northwest Syria. *Journal of International Development* 27(7) : 898–916.
- Najjar, D. et coll. (2018). Women, work, and wage equity in agricultural labour in Saiss, Morocco. *Development in Practice* 28(4) : 525–540.
- World Economic Forum/Forum économique mondial. (2021). *Global Gender Gap Report*. Cologny : WEF.

Suggestions de lecture supplémentaire

- Chanana-Nag, N. et P.K. Aggarwal. (2018). Woman in agriculture, and climate risks: hotspots for development. *Climatic Change* 158 : 13–27.
- Läderach, P. et coll. (2022). *Strengthening Climate Security in the Middle East and North Africa Region*. Position Paper No. 2022/3. CGIAR FOCUS Climate Security.
- Najjar, D., Baruah, B. et A. El Garhi. (2019). Women, irrigation and social norms in Egypt: “The more things change, the more they stay the same?” *Water Policy* 21(2) : 291–309.
- Najjar, D., Baruah, B. et A. El Garhi. (2020). Gender and Asset Ownership in the Old and New Lands of Egypt. *Feminist Economics* 26(3) : 119–143.
- Najjar, D. et coll. (2021). Climate-Induced Migration, Women, and Decision-Making Power in the Agricultural Wage Sector in Saiss, Morocco. Dans Eastin J. et K. Dupuy (éds.) *Gender, Climate Change and Livelihoods: Vulnerabilities and Adaptations*. Oxfordshire, Royaume-Uni : CAB International. Pp. 185–195.

